

Terre & Liberté

Revue du secrétariat international de la CNT
www.cnt-f.org/international



n°2 - Mai 2012

2 euros

Le capitalisme est international, notre solidarité n'a pas de frontière !



© Gigi Ibrahim

Édito p.2

Printemps de l'anticapitalisme ?

Au sud et à l'est p.2

Ce n'est pas le moment de faire les distraits

Brèves p.3

Tour du monde en quelques mots

SOMMAIRE

Japon..... p. 4

Après la catastrophe, pas seulement naturelle

Dossier central p. 6 à 12

Les révoltes arabes, de A comme Algérie à Y comme Yémen

Indignation..... p.13

Un (tout) petit air de révolution

RÉVOLTES... OU RÉVOLUTIONS ?

Alors, ça y est ? Les tyrans du Maghreb et du Machreck tomberaient les uns après les autres ? Mais à qui ou à quoi laissent-ils place ?

Nous ne les regretterons pas, sans aucune ambiguïté, mais comme les acteurs de ces mouvements de révolte le martellent depuis le début, il ne suffit pas de réaliser des changements de façade.

Les réformes structurelles qui s'imposent ne peuvent advenir en quelques semaines ni même en quelques mois ; la révolution ne peut être qu'un processus sur le long terme, questionnant les bases de fonctionnement de la société. Malheureusement, on peut observer que la réaction a tendance à l'emporter dans les processus électoraux en cours dans les différents pays «libérés», certains des opprimés d'hier risquant fort de devenir les oppresseurs de demain.

Sur le plan économique, le capitalisme n'en sort pas blessé, à peine égratigné, les ministres des «pays riches» s'étant empressés de venir reconnaître les gouvernements de transition avec les patrons des multinationales dans leurs valises. Il s'y recompose donc, déplaçant ses pôles dominants lentement mais sûrement, d'un continent à l'autre, presque au gré des vents et courants.

On peut cependant voir percer une lueur d'espoir au travers des soulèvements massifs ou des timides indignations marquant le ras-le-bol général de la loi des marchés financiers.

Le comité de rédaction

Directrice de publication : Anne Siméon

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2117-0959

Imprimerie : Imprimerie 34 - 8, rue de Bagnolet - 31100 Toulouse.

Cette revue a été réalisée par des militants et militantes de la CNT en dehors de leurs heures de travail, hors impression.

Le comité de rédaction remercie tous les camarades, de la CNT ou non, qui ont prêté main forte pour la réalisation de ce numéro.

Terre et Liberté

33, rue des Vignoles 75020 Paris, France

www.cnt-f.org/international

CE N'EST PAS LE MOMENT DE FAIRE LES DISTRAITS

Avec les révoltes arabes la crise systémique globale entre dans une nouvelle phase, plus imprévisible et chaque fois plus incontrôlable. Jusqu'à maintenant les principaux acteurs en ont été les oligarchies financières et les grandes multinationales, quelques gouvernements, en particulier celui des États-Unis et de la Chine et, loin derrière, quelques institutions comme le G-20. Un grand tournant s'est produit avec l'entrée en scène de secteurs populaires du monde entier, emmenés par les peuples arabes, qui implique un approfondissement et une accélération des changements en cours.

aux États-Unis.

L'arrivée de secteurs populaires modifie les axes d'analyse et surtout, impose des choix éthiques. Le scénario des relations inter-étatiques entre chaque fois plus en conflit avec celui des luttes émancipatrices. Concrètement : les luttes populaires pour la liberté peuvent destituer des gouvernements et des régimes qui paraissent jouer contre l'impérialisme et le monde unipolaire représenté par les États-Unis et les multinationales occidentales. Alors que les révoltes de ceux d'en bas menacent les gouvernements favorables à l'Occident, comme cela s'est passé en Égypte, de larges fronts émanant



Dégage ! © Gigi Ibrahim

Ce sont les jeunes Grecs qui donnèrent le premier signe avec leur révolte de décembre 2008. Quand le capital financier - cherchant à s'échapper de la dépréciation inévitable qui l'attendait - vint à spéculer sur les aliments, la situation précaire de millions de personnes dans le monde devint insoutenable. Que les choses aient éclaté dans le monde arabe n'est pas inattendu, mais nous savons bien que quelque chose de semblable peut se passer dans n'importe quel coin de la planète, comme l'atteste l'occupation du capitol du Wisconsin,

des gauches les plus diverses se forment généralement contre la tyrannie. Mais quand ces mêmes révoltes sont menées contre des tyrannies plus ou moins anti-étatsuniennes, ce front se fissure et apparaissent les calculs d'intérêt. C'est le cas en Libye.

La révolte arabe nous pousse à discuter de trois thèmes pour ceux qui se battent pour des changements de fond dans le système-monde et dans chacune de nos réalités immédiates.



Votez révolution ! © Gigi Ibrahim

Le premier, et le plus douloureux pour ceux qui viennent des luttes des années 1960, est de nous regarder dans un miroir pour ne pas faire les distraits. Les luttes héroïques de la seconde moitié du siècle dernier ont leur contre-exemple dans des faits terribles qui nous habituent à balayer devant notre porte. Roque Dalton¹ n'est pas une exception. L'assassin Muammar Kadhafi fut un temps un allié du camp anti-impérialiste, et continue de l'être pour certains. Personne n'est exempt de reproche, mais nous devons tous regarder l'horreur en face. Celui qui signe ces lignes a été un fervent partisan de la révolution culturelle en Chine, sans voir le dommage énorme que cela causait aux gens.

Le second est de comprendre en quoi nous sommes face à quelque chose de différent, qui n'est pas une simple répétition de ce qui s'est déjà vu. Cette nouveauté, c'est la rupture du système, l'entrée dans une période chaotique dans laquelle toutes les certitudes et les expériences sont mises à l'épreuve. La chute du système nous touchera tous. Les décombres tomberont, aussi, sur nos têtes. Dans *Marx et le sous-développement*², Immanuel Wallerstein nous rappelle qu'une transition contrôlée et organisée tend à impliquer une certaine continuité de l'exploitation. Et il nous dit que nous ne devons pas avoir peur d'une transition qui prend l'aspect d'un effondrement, d'une désintégration, qui est incontrôlée et qui peut d'une certaine manière être chaotique, mais pas nécessairement désastreuse. Nous sommes entrés dans une période de chaos systémique qui à un moment quelconque accouchera d'un

nouvel ordre, peut-être meilleur, peut-être pire que l'ordre capitaliste. Ce système est né avec une catastrophe démographique intrinsèque, comme la peste noire, qui tua un tiers de la population européenne en deux ans. Il ne va pas succomber sur la pointe des pieds ou discrètement, mais au milieu du chaos et de la barbarie comme le régime de Kadhafi. En troisième lieu, nous sommes forcés de faire de profonds choix éthiques qui vont modifier nos vies. Il n'y a pas d'autre chemin que d'être inconditionnellement avec ceux d'en bas, parce que ce sont eux qui ont le plus besoin d'un monde nouveau. Maintenant que des acteurs de cette crise systémique s'érigent, nous devons les accompagner sans les diriger, pratiquant plus que jamais le commandement en obéissant. Les insurgés ont démontré plus de savoirs que les dirigeants et les militants. Ils apprendront à ne pas se confronter quand il ne le faut pas, à contourner les tanks et dormir dessous pour les immobiliser, à se couvrir jusqu'à emballer les soldats pour réduire à néant leur capacité destructrice.

(1) Roque Dalton (1935-1975), poète salvadorien, guérillero assassiné par ses propres camarades (accusé d'être un agent de la CIA), reste largement méconnu en France. Voir : *Les histoires interdites du petit Poucet*, éd. L'Harmattan, 2005.

(2) in *Impenser la science sociale : Pour sortir du XIXe siècle*, Presses Universitaires de France, 1995

Raúl Zibechi, 25 février 2011

Article paru dans *La Jornada* (quotidien mexicain).
Disperser le pouvoir - Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques (Bolivie, 2003), éditions L'esprit frappeur, 2009.

BREVES Bolivie – Marche sur La Paz durement réprimée

Pour protester contre la construction d'une route de 300 kilomètres au cœur de l'Amazonie qui menace les territoires indigènes de l'Altiplano, une des régions les plus riches en biodiversité de l'Amazonie, un millier d'indigènes est arrivé à La Paz le 25 septembre. L'accueil par 500 policiers envoyés par Evo Morales a été chaleureux : un mort et des dizaines de blessés.

Mexique – Projet touristique sur des terres récupérées par les zapatistes

Un programme touristique ambitieux se heurte à la présence de zapatistes. Ainsi le gouvernement voulait réaliser l'annonce du programme touristique sur l'esplanade de Toniná. Mais quand l'équipe logistique est venue sur le site, elle s'est rendu compte de l'existence de panneaux précisant que c'était un territoire zapatiste. Il fut alors décidé de changer le lieu de la cérémonie pour éviter que le président descende de son hélicoptère en territoire zapatiste.

Mexique – Les cinq de Bachajon enfin libérés

En février dernier, un groupe du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) avait expulsé violemment des adhérents de la Sixième déclaration de la forêt Lacandone avec la complicité des autorités. Le conflit s'articule autour de l'accès aux cascades d'Agua Azul (haut lieu touristique du Chiapas) et aux ressources naturelles. Cinq personnes ont été emprisonnées. Après six mois de mobilisation, les prisonniers ont été libérés.

Maroc - Répression contre les étudiants

Depuis quelques mois, le pouvoir marocain ne fait pas défaut à sa réputation de pouvoir répressif et tortionnaire. De nombreux étudiants de l'UNEM, chômeurs et militants du mouvement du 20 février ont fait et font encore les frais de cette répression. Les coups sont nombreux, les arrestations aussi.

Début avril, une vingtaine de détenus politiques était en grève de la faim dans différentes prisons du royaume. Par cet acte, ils expriment leur solidarité avec Ezedine Eroussi, étudiant de l'UNEM emprisonné, en grève de la faim depuis le 19 décembre.

Pour plus d'informations, voir sur le site <http://www.cnt-f.org/international/suite-du-proces-des-etudiants-de-l-UNEM.html>

CINQ MOIS APRÈS LE 11 MARS

**Au mois d'août 2011, nous avons interviewé les militants antinucléaires japonais
Sono Ryota et Tsukakoshi Miyako.**

Quelle est l'ambiance à Sendai ? Et à Tokyo ?

Dans les quartiers sinistrés de Sendai, les habitants vivent toujours dans des hébergements d'urgence. Pour les quartiers qui n'ont pas été touchés par le tsunami, la vie quotidienne est presque redevenue normale.

Pendant un mois, on a vécu dans une ambiance d'urgence : pénurie alimentaire à cause du dysfonctionnement du système de distribution, absence de trains à cause de la pénurie d'électricité. Suite à l'accident de la centrale, le courant électrique était régulièrement coupé par Tepco. Pourtant il s'est avéré que la pénurie d'électricité n'était qu'une histoire inventée par la Tepco pour nous faire croire que nous avons besoin de la centrale nucléaire.

Y a-t-il une volonté de résistance au nucléaire ?

Il y a eu des manifestations contre le nucléaire à plusieurs reprises. Tout au début, je (Ryota) suis allé manifester devant la Tepco le 18 mars. Lors de cette manifestation, il n'y avait que trois personnes. Même les mouvements antinucléaires qui luttent depuis les années 1970 étaient réticents à manifester, à un moment où « toute la nation devrait se réunir pour faire face aux difficultés historiques. » Ils s'abstenaient de toute contestation, car ils pensaient que ce n'était pas un bon moment pour cela. Le gouvernement a même lancé une campagne «Luttons ensemble face à la difficulté nationale».

Je ne pouvais pas l'accepter. Le tremblement de terre est une catastrophe naturelle, mais pas l'accident de la centrale nucléaire. C'est le gouvernement qui est responsable. Il fait appel à la solidarité de la nation comme s'il n'avait aucune responsabilité dans la catastrophe. Les vraies victimes, ce sont les habitants qui se sont vus forcés de quitter leur domicile et les travailleurs qui ont été mobilisés pour mettre fin à l'accident.

Chaque jour, la mobilisation s'est amplifiée ainsi que les actions devant la Tepco. La manifestation du 27 mars a mobilisé environ 1200 personnes, ce qui est exceptionnel. C'était une manifestation habituelle, organisée chaque mois par une association de lutte contre le nucléaire depuis la fin des années 1980. Celle-ci a déclaré cette manifestation à la préfecture de police pour une vingtaine de personnes, comme d'habitude ; que 1.200 personnes s'y soient regroupées était donc une surprise. Deux semaines après, le 10 avril, 15000 personnes ont manifesté dans le quartier de Koenji à Tokyo.

En vue d'articuler la contestation sociale, nous avons organisé une journée d'action unitaire antinucléaire le 11 juin. À Tokyo ce jour-là, il y a eu trois manifestations différentes. La première était une initiative des jeunes alternatifs, qui a mobilisé environ 10.000 participants. Ce sont des jeunes qui ne sont jamais

descendus dans la rue. La deuxième était celle des mouvements antinucléaire «classiques» qui luttent depuis les années 1970. Leur manifestation a regroupé 4.000 personnes. La troisième était celle des mouvements «écologistes», à laquelle ont participé environ 500 personnes.

Pour la première fois au Japon, les mouvements dont la cause n'est pas la lutte contre le nucléaire se sont réunis sous une banderole antinucléaire.

Là où sont implantées les centrales, les mouvements antinucléaires sont devenus très actifs. Des individus qui n'ont jamais manifesté ont rejoint des mouvements existants ou en ont créé eux-mêmes.



Pourquoi le Japon est-il si développé au niveau nucléaire ?

La contamination d'un bateau thonier à cause des retombées radioactives lors d'un essai nucléaire dans l'atoll de Bikini en 1954 par les États-Unis, et la mort des membres de l'équipage du bateau, a fortement mobilisé les mouvements antinucléaires.

Pour atténuer le sentiment négatif contre le nucléaire,

les entreprises qui voulaient développer cette énergie ont fait campagne pour «l'utilisation pacifique du nucléaire» avec le gouvernement et le soutien des États-Unis. La campagne a été une réussite. Les Japonais ont alors cru que le pays, qui n'a pas suffisamment de ressources naturelles, avait besoin de l'énergie nucléaire pour son développement économique et elle a été acceptée comme l'énergie du futur.

Mais la lutte contre celle-ci existe depuis le début des années 1960. D'abord pour le dédommagement des victimes des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki. Mais ce n'était pas une lutte contre la centrale nucléaire.

Comment est transmise la mémoire d'Hiroshima et Nagasaki ?

Pour les jeunes, la commémoration annuelle d'Hiroshima et Nagasaki est un rite de l'été qui n'évoque que le passé lointain. Je (Tsukakoshi) n'ai jamais pensé que les bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki avaient un lien avec l'énergie nucléaire. Pour moi, les bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki étaient liées au manga de «Gen d'Hiroshima», sans aucun rapport avec la centrale. Mais l'an passé, la sœur de ma meilleure amie, qui est de la troisième génération d'une famille victime d'Hiroshima, est décédée d'un cancer. Depuis, j'ai compris que la mémoire d'Hiroshima est directement liée à notre vie aujourd'hui, et j'ai saisi la menace du nucléaire.

Traduction : INABA Nanako

AMÉLIORER LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS :

LEÇONS DE LA GRANDE GRÈVE DE 2010 EN AFRIQUE DU SUD

En août et septembre 2010, une grande grève, à laquelle ont participé les anarcho-sindicalistes du Zabalaza Anarchist Communist Front, a secoué l'Afrique du Sud. L'article qui suit est un extrait d'un long retour critique sur cette dernière.

La plus grosse grève depuis la transition parlementaire de 1994 en Afrique du Sud a montré la puissance des syndicats et des augmentations de salaires ont été obtenues. Nous devons nous réjouir de cette grève, en retenant certaines leçons :

- besoin de plus de démocratie syndicale ;
- besoin de faire grève pour lier travailleurs et communautés ;
- besoin d'autonomie de la classe ouvrière ;
- besoin d'agir hors et contre l'État.

1,3 million de travailleurs du secteur public ont cessé le travail en août et septembre 2010, sans rien toucher pendant quatre semaines. Ce fut la plus grande grève du secteur d'État dans l'histoire récente, éclipsant la longue grève de plusieurs mois de 2007 des syndicats de la COSATU¹. Beaucoup d'écoles et d'hôpitaux ont fermé ; les tribunaux ont été perturbés parce que les sténographes et interprètes participaient à la grève. La police a arrêté des douzaines de grévistes pour « violence publique ».

La grève a été suspendue le 6 septembre et officiellement terminée par la COSATU le vendredi 13 octobre, même si aucun accord avec le gouvernement n'avait été conclu. Le lendemain, 51 % des syndicats en grève n'était toujours pas d'accord pour signer un accord, mais la COSATU s'étant retirée, l'ILC² a été obligé de suivre. Cet accord a certes permis une augmentation des salaires de 7,5 % et une prime de 800 rands³ mais a aussi démontré de nombreux problèmes dans le mouvement syndical. Ainsi, les demandes d'augmentation des professeurs ou des infirmières auraient dû être liées aux demandes des communautés de travailleurs noirs et pauvres pour de meilleurs services de base. La grève en aurait été renforcée, et l'union entre les syndicats et les organisations communautaires aurait commencé à se reconstruire.

La grève a été de loin plus forte dans les écoles et hôpitaux des townships ; ce sont donc les plus pauvres qui ont ressenti ses effets. En effet, les hôpitaux privés n'ont été que peu affectés et les écoles bénéficiant des fonds publics les plus élevés étaient ouvertes comme d'habitude. Ces interruptions de service n'ont donc

touché la classe dirigeante qu'à cause de l'indignation publique, ce qui lui a permis d'opposer entre eux les travailleurs et pauvres en tant que producteurs, et les travailleurs et pauvres en tant que consommateurs.

C'est parce qu'ils n'ont pas pris en compte cette incidence que les syndicats ont magistralement échoué. Un tribunal a forcé des travailleurs « indispensables » à retourner au travail, sans résultat : à l'hôpital Chris Hani Baragwanath, un cortège de grévistes, principalement des infirmières et des travailleurs du nettoyage, a défilé dans l'hôpital alors que les patients n'étaient ni nourris, ni surveillés. Alors que les examens de fin d'année étaient imminents, les parents des écoliers s'inquiétaient du temps d'enseignement perdu. De telles actions ont été largement médiatisées, permettant à l'État de se présenter comme le gardien responsable du pays plutôt que comme un employeur misérable et hostile aux travailleurs qu'il emploie. Cette hypocrisie consistant à décrire les travailleurs mal payés dans des équipements décrépis comme avides et déraisonnables servait les intérêts des multimillionnaires de l'ANC, mais n'excuse pas pour autant tels grévistes qui ont barricadé les entrées de l'hôpital. La condamnation de la grève par Zuma a eu un certain écho précisément parce que de telles actions sont largement et facilement condamnées à l'intérieur même de la classe ouvrière. Un jeu tactique plus imaginatif aurait aidé. En l'occurrence, si la grève était inévitable, les grévistes auraient dû ajouter d'autres revendications aux leurs. S'ils avaient rendu publiques ces demandes d'amélioration des écoles et hôpitaux publics et les avaient incorporées dans leur plate-forme, il aurait été possible non seulement de capter l'opinion, mais aussi d'amener parents, étudiants et groupes communautaires à les rejoindre.

De la même façon, il était essentiel que l'accord dans l'éducation comporte une re-programmation des examens de fin d'année, ce qui n'a pas été fait, faisant s'évaporer le soutien de nombreuses

catégories vulnérables.

La COSATU a raison de dire que les « défis nationaux massifs » ne seront pas résolus dans un cadre néolibéral. Mais elle se trompe clairement en plaçant ses espoirs dans une alternative avec le gouvernement, l'ANC ou des tables rondes tripartites. L'espoir réside dans ce que Bakounine appelait « les grands et bien-aimés gens du commun ».

Les syndicats d'Afrique du Sud jouent un rôle majeur dans la protection de la classe ouvrière. Mais les syndicats font face à de grands défis. Beaucoup d'efforts



Stand Up ! Jo'burg © Jacob Anikulapo

et de travail seront nécessaires pour amener les syndicats à travailler sur les causes des problèmes sociaux, et sur les liens entre les luttes des travailleurs et celles des chômeurs, entre les syndicats et les mouvements communautaires, développant ainsi un large front des classes opprimées vers une égalité et une sécurité économique et sociale, une démocratie participative et une justice sociale. Ce qui veut aussi dire que les syndicats ont besoin d'une vision claire de la transformation socialiste et libertaire, et que les syndicats eux-mêmes doivent rester sous le strict contrôle de la base.

(1) Congress of South african trade union

(2) Independent Labour Caucus, qui regroupe 11 syndicats des services publics

(3) 800 rds = 78 euros environ

Lucien van der Walt, Ian Bekker
Paru dans Zabalaza n°12, juillet 2011.

Traduction : SI de la CNT

DOSSIER RÉVOLUTIONS

RÉVOLTES OU RÉVOLUTIONS ?

Malgré la victoire d'Ennahda en Tunisie, une organisation absente dans les mouvements sociaux à l'origine de la chute de Ben Ali, des choses se passent au niveau des entreprises, des quartiers, des mouvements d'organisation de chômeurs et des syndicats. Ainsi, le congrès de l'UGTT pourrait être déterminant, la centrale syndicale ayant une chance de redevenir un outil de lutte au service des travailleurs et de la population. On surveillera aussi le regain d'activités du bassin minier de Gafsa, prémisse en 2008 des récents événements, ainsi que les activités des syndicats de base. Par ailleurs, l'émergence d'une centrale syndicale indépendante et combative en Égypte, la coordination des chômeurs récemment créée et le mouvement des étudiants et des précaires contractuels dans l'éducation en Algérie, nous montrent qu'après les «révolutions» les travailleurs n'ont pas baissé les bras. Quels que soient les visages du capitalisme qui les exploite et les pille ou les détournements des revendications initiales des révolutionnaires, les populations savent qu'elles ne pourront compter que sur elles-mêmes et non sur l'armée, les opportunistes bourgeois ou encore les conservateurs religieux, comme l'ont déjà constaté les Égyptiens, les Tunisiens et les Algériens.

Une chose est sûre : la révolution sociale n'est pas encore là, mais les conditions ont été courageusement créées pour qu'elle puisse commencer à se mettre en marche...



YÉMEN ET BAHREÏN

LES «PRINTEMPS» ENSANGLANTÉS

Depuis la fin de l'empire ottoman, le début des luttes anticoloniales, la création de l'État d'Israël et ses implications dans la région, les impérialismes anglais, français, soviétique et américain n'ont cessé d'imposer leur jeu dans cette région riche en matières premières. Parfois en s'appuyant sur les aspirations légitimes des peuples à plus de liberté et d'égalité sociale, mais souvent, ils n'ont cherché qu'à imposer les leaders qui leur étaient favorables ou à déposer ceux qui les gênaient.

Certains États du Machrek et du Maghreb ont également joué leur carte colonisatrice. Depuis les années 1950, de nombreux coups d'état, élections et soulèvements ont mis la région en ébullition. Les événements actuels, présentés comme un moment unique de l'histoire, ne sont que la résultante de tout ce passé. Le fait qu'ils concernent simultanément plusieurs pays ou qu'ils soient menés par les populations arabes n'est pas nouveau. Déjà au moment des indépendances et du panarabisme, c'était tout le Moyen-Orient et le Maghreb qui s'étaient soulevés.

Deux pays vivent actuellement ces événements, de façon beaucoup moins médiatisée, cette sous-médiatisation étant elle-même intéressante.

LE BAHREÏN est un petit pays de 1,2 million d'habitants qui a, lui aussi, connu son « printemps », maté dans le sang par la monarchie des El Khalifa, aidée par des troupes saoudiennes et qataries. Des centaines d'arrestations, de disparitions, une cinquantaine de morts, des peines de prison allant de cinq ans à la perpétuité pour les manifestants arrêtés, le tout dans le silence quasi total des « pays des Droits de l'Homme ». Serait-ce parce que le Bahreïn abrite les forces navales du commandement central des USA pour la Mer rouge et l'Océan indien ?

La division religieuse entre Sunnites et Chiïtes s'y double d'une véritable lutte de classes : la monarchie sunnite a été installée au pouvoir par les Anglais pour contrôler la majorité chiïte et placer l'île dans la zone d'influence saoudienne et non iranienne, il y a 200 ans. Cette prééminence sunnite s'accompagne de discriminations à l'encontre de la majorité chiïte, qui fournit l'essentiel de la classe ouvrière. Celle-ci est fortement syndiquée au sein de la *General Federation of Bahreïn Trade Unions*¹. Au printemps 2011, elle a lancé un mot d'ordre de grève générale du 12 au 22 mars, en réponse à l'instauration de la loi martiale et à l'intervention militaire saoudienne. Celle-ci, comme celle qui

eut lieu en Libye, fut la seule intervention internationale contre la population d'un autre pays, même s'il ne s'agissait pas ici de soutenir les militants « pro-démocratie ». La répression qui a suivi a abouti à l'arrestation des leaders du GFBTU et à la fermeture de son siège. Le gouvernement a obligé les entreprises à licencier tous les militants syndicaux et ouvriers grévistes.

Cette véritable lutte de classes est souvent présentée comme un affrontement entre les chiïtes et la minorité sunnite au pouvoir. Cependant, l'arrestation et la condamnation à cinq ans de prison d'Ibrahim Chérif, le président du parti *Waed* (gauche laïque), lui-même sunnite montre que la division dépasse ce clivage. Les plus lourdes condamnations ont touché les responsables des partis chiïtes : 8 condamnations à perpétuité pour avoir réclamé pacifiquement l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, dont celle du militant des droits de l'Homme Abdelhadi al-Khawaja, qui a également été torturé.

LE YÉMEN quant à lui a une histoire politique très riche, due à la partition entre Nord et Sud, issue des colonialismes ottoman et anglais. Cette séparation n'avait pas de fondements ethniques ou religieux, même si dans le nord-ouest une rébellion de la minorité chiïte a créé depuis 2004 une guérilla islamiste.

La réunification, en 1990, entre un Nord conservateur et un Sud « socialiste » s'est faite au détriment de ce dernier, Ali Abdallah Saleh, président du *General People's Congress*² et du Yémen ne respectant pas les accords. En 1994, après une tentative de sécession du Sud, le Parti socialiste yéménite est écrasé et par l'armée et par la montée des islamistes soutenus par Saleh. Mais depuis 2004, une alliance entre islamistes et socialistes s'est mise en place pour tenter de chasser le président corrompu.

Si au début de sa prise de pouvoir, Saleh soutenait les Irakiens contre les Américains et les Saoudiens, lui valant des représailles économiques, il s'est depuis rallié à eux, sous-traitant même la répression de la révolte islamiste chiïte aux troupes saoudiennes. Une pluralité de partis y existe, ainsi qu'une fédération syndicale unique, la Fédération générale des syndicats de travailleurs du Yémen que le gouvernement tente de contrôler, sans y parvenir totalement. À l'instar de ce qui se passe en Égypte avec l'*Egyptian Independant Union Federation* ou en Tunisie au sein de l'UGTT, les révoltes populaires permettent aussi aux yéménites de sortir du carcan bureaucratique et répressif.

Pour le Yémen, le plan du conseil de coopération du Golfe, dirigé par les USA, qui prévoit un départ négocié du dictateur et des élections intégrant l'opposition sans rien changer au régime en place, a été accepté. Le fait que Saleh continue à faire tirer sur les manifestants montre bien cependant que le pouvoir ne se contentera pas de si peu.

Le syndicalisme se trouve naturellement aux côtés des travailleurs de ces deux pays. Nous sommes loin de l'émergence de mouvements anarcho-syndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires, mais la lutte contre les bureaucraties et la forte présence syndicale au sein de la population en font un élément essentiel de la lutte des classes et ouvre des possibilités en terme d'alternative au libéralisme économique et aux organisations politiques conservatrices ou islamistes.

(1) Cette fédération a mené de durs combats pour pouvoir exister et n'a été reconnue qu'en 2002. Elle se bat également pour les droits des travailleurs migrants (60% de la population active) qui travaillent dans des conditions proches de l'esclavage.

(2) Parti unique au nord.



Dégage ! Ça suffit ! - Sanaa, Mars 2011 © Sallam

RENCONTRE AVEC IDIR ACHOUR

SECRÉTAIRE NATIONAL DU CONSEIL DES LYCÉES D'ALGÉRIE

Peux-tu situer historiquement la situation sociale et politique de l'Algérie ?

Dès l'indépendance en 1962, l'Algérie s'est construite sur le modèle français jacobin. Jusqu'à la fin des années 1980, le pays vit sous le régime du système unique à savoir que parti, syndicat, association de femmes ou de jeunes, etc. : tout est « unique ».



**Manifestation contre la corruption en Algérie
Bruxelles, février 2011 - © Gwenaël Piaser**

Pendant les présidences de Houari Boumediène et Chadli Bendjedid, les opposants vivent dans la clandestinité, qu'ils soient islamistes, identitaires berbéristes ou militants de gauche. Ces militants privilégient une logique d'infiltration des structures uniques, comme l'UGTA du point de vue syndical. L'Algérie vit alors de la rente pétrolière, avec le développement d'une petite bourgeoisie, mais sans liberté d'expression.

Avec l'avènement de Chadli Bendjedid, vient l'heure de la libéralisation de l'économie et de la « spécialisation », c'est-à-dire la privatisation des services publics et le développement de l'autonomie des entreprises publiques, afin de préparer leur privatisation.

La crise pétrolière de 1986 entraîne une augmentation sans précédent de la dette extérieure, entraînant une crise financière très violente, et un arrêt des importations, alors que la rente pétrolière le permettait jusque-là. Lorsque celle-ci n'a plus compensé la dette, le rationnement alimentaire est apparu, y compris sur les produits de première nécessité. C'est ainsi qu'ont débuté les premières grosses

protestations, notamment chez les étudiants.

Au même moment, le mouvement islamiste se développe, notamment dans les régions d'Oran ou de Constantine. Enfin, le mouvement berbère (qui avait amené les premières émeutes en 1962) monte en puissance, notamment avec l'émergence du Mouvement culturel berbère, et conduit le 20 avril 1980, à Tizi

Ouzou ou Bejaïa
n o t a m m e n t ,
au Printemps
berbère ; ce jour-
là, la question
amazigh éclate au
grand jour.

Ces événements
localisés
conduisent
aux journées
d'octobre 1988 :
une explosion
sociale sans
précédent, qui
ressemble aux
récentes révoltes
en Tunisie ou en
Égypte : après
plusieurs jours

d'émeutes et quelques centaines morts, le pouvoir doit lâcher une réforme de la constitution.

Quelle a été la réalité de cette « ouverture démocratique » ?

1988 ouvre une période de création de dizaines de partis politiques¹, d'associations, etc. Mais ça n'a pas duré. Aux élections législatives de décembre 1991, le FIS (islamistes) sort quasi majoritaire, donc les militaires interrompent le processus électoral début janvier. Le président Chadli démissionne et un Haut comité d'état est mis en place pour « combler le vide constitutionnel ». L'Algérie rentre dans une décennie de guerre civile. Le pays est divisé entre les militaires qui ont pris le pouvoir et les islamistes, soit les éradicateurs contre les conciliateurs. Il n'y a plus alors d'autre voie possible. L'illustration de cette situation est l'assassinat en 1992 de Boudiaf lors d'un meeting, alors qu'il rentrait d'exil pour prendre la tête du Haut comité.

Sur le plan économique, la période est terrible. L'Algérie est en cessation de paiement et doit renégocier sa dette avec le

FMI et la Banque mondiale. C'est l'heure des plans d'ajustement structurels, leurs privatisations, fermetures d'entreprises publiques, ouverture aux importations et aux entreprises étrangères, gel des salaires, etc., politique accompagnée par l'UGTA à travers le « pacte social » bipartite entre l'État et le syndicat.

Et il n'y a plus de luttes pendant cette décennie ?

On peut noter en Kabylie en 1994-1995 le boycott de l'année universitaire pour la reconnaissance de la langue berbère, qui a amené quelques acquis sur la question amazigh.

Des syndicats autonomes voient également le jour, issus au départ de l'UGTA. C'est le cas du Syndicat des pilotes de lignes, premier à se monter, mais depuis rentré dans le rang. Le seul syndicat qui mène alors réellement des luttes est le CNES (enseignants du supérieur), qui a par exemple tenu une grève de six mois en 1996 et a réussi à imposer des négociations. Un terme arraché par la lutte, car le gouvernement préfère parler de « dialogue » et refuse celui de « négociations ».

Comment a pris fin cette décennie de « guerre civile » ? Qu'a-t-elle changé de la situation sociale et syndicale ?

Tout s'est vraiment débloqué en 2001 avec le « printemps noir de Kabylie », qui a commencé un peu comme en Tunisie récemment. Le 18 avril, deux jours avant la date anniversaire du printemps berbère de 1980, un lycéen, Massinissa Guermah, est tué dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Beni Douala en Grande Kabylie. Le 23 avril, la Kabylie, notamment la jeunesse, s'enflamme. Pendant plus de deux mois, des comités populaires prennent le pouvoir dans les municipalités, des comités de vigilance s'organisent contre les brigades de gendarmerie, etc. Le 14 juin, une immense marche de plusieurs centaines de milliers de personnes converge vers Alger. La répression y est extrêmement violente. La lutte continue sporadiquement entre émeutes, violence des forces de l'ordre, arrestations massives jusqu'à un apaisement relatif en octobre 2003, où un nouveau premier ministre accède à une partie des revendications du mouvement. Bilan tragique de ces deux années : 126 morts, « les martyrs du printemps noir »,

et plusieurs milliers de blessés dont plusieurs centaines sont handicapés à vie.

C'est un tournant ?

Oui, car en 2003, les syndicats autonomes émergent réellement. Précisons que cela concerne uniquement la fonction publique, car le syndicalisme est interdit aujourd'hui encore dans le secteur dit « économique ».

Les premiers syndicats autonomes apparaissent dans la santé et l'éducation, notamment autour de l'association des enseignants sans statuts, c'est-à-dire des contractuels. Cette association est ensuite devenue un syndicat : le CLA, Conseil des lycées d'Alger. Fin 2003, nous avions envisagé le boycott des examens, mais à cause du tremblement de terre meurtrier, nous l'avions repoussé à la rentrée scolaire 2004. Durant l'été 2003, un syndicat s'est créé dans le secondaire, le Cnapest. En 2004, ces deux syndicats ont lancé quatre grèves, dont une de trois mois qui a permis d'obtenir une augmentation des salaires de 50 %, et ce, malgré les procès intentés contre les grévistes.

En 2006 est née une intersyndicale de l'éducation, pour contrer la réforme qui se mettait en place. L'année suivante, elle s'est élargie à tous les syndicats autonomes de la fonction publique. Le CLA est lui devenu un syndicat national, devenant le Conseil des lycées d'Algérie. Il a fallu attendre 2008 pour qu'une partie de ces syndicats soient reconnus officiellement, ce qui n'est d'ailleurs toujours pas le cas du CLA, que l'État ne veut pas enregistrer en tant que syndicat. D'ailleurs, en 2011 nous avons décidé de refaire les démarches pour obtenir l'agrément qui ne nous a toujours pas été donné. Cela ne nous empêche pas de

lutter, comme le prouve la grève d'octobre 2011 dans l'éducation...

À tout cela ajoutons également que l'État suscite aussi des scissions dans les syndicats autonomes. Elle achète certains militants, leur offrant même des postes ministériels ou de conseillers, pour qu'ils créent des syndicats portant le même nom que le syndicat autonome, mais à la botte du pouvoir. Le Snapap, le Cnapest, et le Cnes vivent cette situation.

Peux-tu nous parler de la situation sociale actuelle et des récents mouvements en Algérie ?

En parallèle avec la Tunisie ou l'Égypte, il y a eu des mouvements assez forts en Algérie. L'augmentation des prix et le gel des salaires, ainsi que le chômage très élevé, ont amené des émeutes « nationales ». Le gouvernement a dû revenir sur ses décisions, notamment sur les prix des produits de première nécessité et prendre quelques autres mesures, ce qui a mis fin au mouvement.

Nous avons tenté d'organiser le mouvement de protestation, mais c'est très difficile, voire une erreur stratégique, car depuis la « décennie de guerre civile » et au vu de la corruption généralisée, la population ne fait plus confiance aux organisations. Une coalition a été créée et a tenté des manifestations les 19 et 26 février 2011 pour essayer de faire comme en Égypte ou en Tunisie. Cela a été un échec, mais n'a pas sonné la fin des mobilisations. En fait, le mouvement global s'est transformé en foyers locaux de lutte sur des problèmes comme l'accès à l'eau ou à l'électricité, l'état d'une route, etc. Sans compter le mouvement des chômeurs qui s'est très fortement développé surtout dans le Sud de l'Algérie,

notamment contre les nouvelles agences d'emploi qui font de la sous-traitance. Une très longue grève a également eu lieu dans la santé en début d'année, qui a fini par être victorieuse malgré les menaces de radiation faites par l'État.

Donc des luttes, voire des victoires, il y en a beaucoup, mais cela reste local ou corporatiste, sans arriver à les coordonner malgré nos tentatives en tant que syndicats autonomes.

Pour finir, peux-tu définir les orientations syndicales du CLA ?

Le CLA refuse toute intégration dans les organes de gestion, de même que les permanents ou les détachements. Même si c'est plus difficile, c'est la seule manière d'éviter toute bureaucratisation, toute récupération et tout clientélisme syndical. Nous avons demandé l'agrément pour bénéficier des droits syndicaux minimums d'affichage et de circulation dans les établissements que nous n'avons pas aujourd'hui.

Par ailleurs, même si nous avons créé un syndicat corporatiste (notamment parce que les unions de syndicats sont aujourd'hui interdites), et que nous défendons nos métiers, nous essayons de développer les liens avec d'autres structures syndicales ou associatives pour unifier les luttes sociales. C'est difficile, car il reste à la fois beaucoup d'interdits venant de l'Etat, comme la syndicalisation hors fonction publique, et beaucoup de méfiance venant de la population. Mais nous nous construisons à travers les luttes et notre exemplarité militante.

(1) Notamment les GCR (Groupes communistes révolutionnaires), ou le PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste.)

ÉGYPTE

LA RÉACTION À L'ŒUVRE



La révolution : jusqu'au bout !
Place Tahrir, Le Caire. © Gigi Ibrahim

Cette année 2011 a été celle des «révolutions arabes» : Tunisie, Égypte, Libye... des révolutions dont on se contente de compter le nombre de semaines, voire de jours d'existence. Partout, elles ont pu prospérer car il existait un terreau favorable, et que les esprits étaient déjà prêts.

On parle d'une révolution égyptienne qui aurait duré 18 jours, avec pour épice centre la place Tahrir au Caire. Une révolte menée, paraît-il, par des blogueurs. S'il ne faut pas minimiser le poids de ces derniers¹, il nous faut remonter plus loin.

Depuis dix ans, les travailleurs du textile s'organisent dans le delta du Nil. En 2002 ils contestent leur syndicat co-gestionnaire, à la botte de l'État. Six ans plus tard, ils lancent la plus grande grève dans le secteur depuis des décennies. L'affrontement sera féroce. Des morts, des arrestations, des petits syndicats illégaux mis à l'index, des ouvriers emprisonnés pendant plus d'un an pour faits de grève. Cette même année, les ouvriers de Mahallah Al-Kubra ont marqué les mémoires, faisant naître le mouvement du 6 avril, encore actif aujourd'hui. Suite logique des choses, les salariés du secteur privé ainsi que ceux de la fonction publique, secteur par secteur, ont massivement refusé le syndicalisme d'État imposé ; jusqu'aux événements de ce mois de janvier

2011, qui ne furent qu'un accélérateur.

Janvier s'est éteint, puis février ; le peuple égyptien a laissé l'armée, au pouvoir depuis 1952, continuer à présider à ses destinées. Seuls la police et l'appareil sécuritaire, forts de plus de 1,8 millions de membres ont été démantelés, éparpillés, pour le meilleur et souvent pour le pire. L'ancien parti au pouvoir (PND), le ministre de l'intérieur et l'ex-famille présidentielle subissent l'opprobre, terrés dans un ghetto doré au bord de la mer. Ailleurs, un intense bouillonnement politique et intellectuel, nouveau, presque irréel apparaît. Le mois d'avril voit le référendum sur la modification de la constitution se tenir ; il permet de se compter, et d'observer la pénétration de l'islamisme au sein de la société alors que les grèves continuent.

À la mi-juillet, on peut se rendre compte que ce mouvement social ne concerne pas seulement quelques administrations publiques. L'aéroport et ses salariés précaires peuvent eux aussi être en grève du jour au lendemain, débrayer d'une heure à l'autre. Les manifestants sont revenus sur la place Tahrir en ce début

d'été : moins de classes moyennes, de jeunes intellectuels ; mais des chômeurs, des précaires, des grévistes, les plus enragés. Les 15 derniers jours seront les pires sur la place. La contre-révolution est là, dans un amalgame de jeunes islamistes et de nervis de l'État, plus ou moins infiltrés. Autour de la place, le parti de l'ordre, les petits boutiquiers, artisans, fonctionnaires, qui avaient soutenu la révolution, réclame le retour à l'ordre, et la reprise de la circulation des flux. Le 29 juillet 2011, point culminant du retour de bâton : la plus grande manifestation que des salafistes ont jamais tenue. Près de 400 000, sur la place Tahrir, laissant l'amer sentiment que le pire est encore à venir... Si le mouvement social continue son chemin, les « élections », tant honnies, ont donné leur implacable résultat : l'Égypte vote à 80% islamiste, dont 20% pour les salafistes, ils sont omniprésents, et prêchent au grand jour : universités, marchés, places. Une certaine Égypte est peut être en train de disparaître...

(1) Khaled Said, blogueur abattu par les flics corrompus qu'il avait dénoncé sur internet en juin 2010. La mobilisation suivante a fait l'unanimité contre la police et l'oppression

L'ORGANISATION DE L'UNION DES DIPLÔMÉS CHÔMEURS

ENTRETIEN AVEC ARBI KADRI

COORDINATEUR DU BUREAU LOCAL DE REGUEB (RÉGION DE SIDI BOUZID)

Peux-tu nous présenter l'Union des diplômés chômeurs tunisiens dont tu es membre ? Comment s'est-elle créée, quels sont ses objectifs et ses modes d'actions ?

L'Union des diplômés chômeurs est une association, fondée le 24 mai 2006, qui lutte contre la précarité et défend les chômeurs pour leur droit au travail et un accès à un emploi sans discrimination. Elle rassemble les chômeurs au sein de structures locales qui ont une autonomie de décision et d'organisation, et qui font partie de coordinations régionales. La coordination nationale de l'UDC est, elle, composée de 13 membres. Actuellement nous sommes près de 230.000 dans tout le pays ; en dehors de l'UDC aucune association ou syndicat ne les défend. Nous tentions de nous organiser depuis 2004, mais c'était très difficile sous la dictature de Ben Ali. Dans la région du bassin minier de Gafsa, des camarades ont tenté d'initier des choses, mais c'est seulement en 2006 que se sont créés les premiers noyaux locaux. La coordination régionale s'est développée dans une période où la dictature était puissante, et, comme toute l'opposition, elle militait dans la clandestinité et subissait une forte répression : arrestations répétées, emprisonnements, agressions, destruction de toute publication. Nous étions peu nombreux et l'organisation de nos actions, la participation à l'association se faisaient dans la rue ou les cafés, sous l'impulsion d'anciens membres de l'UGET qui ont une expérience combative. Nombre d'entre eux ont été arrêtés et emprisonnés.

La police politique était toujours présente, on n'avait aucune marge de liberté. L'UDC s'est aussi mobilisé pendant le soulèvement du bassin minier en 2008.

Quelle est l'implication de l'UDC dans le soulèvement populaire qui a démarré en décembre 2010 ?

Le 17 décembre, Mohamed Bouazizi, diplômé chômeur, s'est immolé à Sidi Bouzid, initiant le premier processus révolutionnaire de l'histoire de la Tunisie, poussant les classes populaires à se soulever dans les zones très marginalisées du pays, comme les régions intérieures (Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa) ou les quartiers populaires de Tunis. Le 20 décembre, à Sidi Bouzid, nous avons décidé de boycotter le CAPES, symbole de la politique de précarisation de l'emploi. Nous avons fait une assemblée générale dans le lieu d'examen, et avons scandé des slogans symboliques du soulèvement populaire, dont « l'emploi est un droit, espèce de voleurs ! ». Il y a eu quelques tentatives de créer des bureaux locaux de l'UDC avant le 14 janvier, mais l'expérience significative est celle menée à Regueb, le 24 décembre 2010, avec la création du bureau local de l'UDC, alors que personne ne pensait que Ben Ali allait partir.

Nous avons choisi d'établir des relations avec les syndicats locaux de l'UGTT, principalement ceux de l'éducation, qui étaient très actifs et proches de nous, ainsi qu'avec la population de la ville. Localement, on a pris le chemin révolutionnaire à partir de la

grande manifestation du 25 décembre, à laquelle notre participation était très importante. On était surveillés par la police politique pendant l'écriture des communiqués, mais nous avons vécu des moments magnifiques. Le mouvement était quotidien et solidaire entre les chômeurs, les habitants, les travailleurs, les agriculteurs et les syndicalistes révolutionnaires. La grève très tendue appelée par les diplômés chômeurs le 7 janvier a été un moteur pour la poursuite du mouvement, avec des revendications sur le droit au travail, à une santé et des transports publics gratuits, à une allocation chômage, etc. Le 9 janvier, la police et les BOP sont intervenus durement, faisant cinq martyrs et de nombreux blessés. La grève s'est donc terminée par la répression.

Les femmes ont joué un grand rôle (la majorité des membres de l'UDC sont des femmes) et ont participé aux actions pour renverser le régime dictatorial. Durant le mouvement du bassin minier en 2008-2009, les comités de femmes continuaient à s'organiser, à manifester à Redeyef contre l'état de siège, pendant que leurs maris et frères étaient arrêtés et emprisonnés. Toute la société civile s'affrontait à la police et aux ministères pour faire partir Ben Ali, symbole de l'injustice, du capitalisme sauvage, et de l'impérialisme. Après le 14 janvier, la tâche est restée difficile car Ben Ali était parti, mais la dictature était maintenue, puisqu'aucun changement n'apparaissait au niveau politique, social ou économique. La politique de l'emploi,



**Les Martyrs de Regueb -
Décembre 2011**

catastrophique, n'a pas du tout évolué, malgré différentes réunions pour la réformer, entre le ministère de l'emploi et d'autres associations. Au début, l'UDC y a participé puis s'est retirée.

Quelles sont les revendications de l'UDC sur les critères de recrutement ?

Nous avons proposé des critères permettant de dépasser la mise en concurrence et de s'opposer au système actuel, inégalitaire et corrompu. À Regueb, nous avons mis en avant la date d'obtention du diplôme (et donc la durée de chômage), l'âge et la situation sociale ; par exemple si le diplômé chômeur a des frères et sœurs dans la même situation, pour tenter de diminuer la précarité d'une famille entière. De même, on prend en considération la situation maritale, donc les personnes à charge. Idem s'il présente un handicap physique. Nous demandons des justificatifs pour chaque situation, mais hors de question de se servir des attestations qui étaient délivrées par le ministère des affaires sociales ou des institutions de l'état, achetables 10 ou 20 dinars auprès de représentants RCDistes. Un dernier critère renvoie à la région d'origine, car sous Ben Ali, les régions intérieures ont été les plus marginalisées et sont toujours les plus précaires. À Sidi Bouzid par exemple il y a plus de 10.000 diplômés chômeurs, et ce n'est qu'une partie des chômeurs. Nous ne défendons pas un régionalisme, ce critère devra être supprimé plus tard pour rétablir l'égalité entre tous dans le pays. Le ministère de l'emploi a pris en compte les trois premiers critères mais en a ajouté deux autres catastrophiques : les stages et les mentions au diplôme. Nous restons opposés à ces réformes, et nous réaffirmons que la situation sociale ne doit pas être évaluée par une institution de l'État qui reste corrompue.

Quelles sont les perspectives de l'UDC dans le contexte actuel ?

De très nombreux diplômés chômeurs nous ont rejoint, prenant conscience que ni l'État, ni l'UGTT ne défendront leurs droits. Nous sommes plus nombreux, mais avons parfois des positions divergentes. Des questions centrales se posent désormais sur le devenir de l'UDC à l'échelle nationale ; nous devons nous positionner sur ce qu'est l'UDC aujourd'hui. Notre premier congrès sera fondamental, concernant par exemple les liens de l'UDC avec des partis politiques, syndicats ou associations. Pour se fixer des objectifs communs également, sachant que celui

de la majorité des diplômés chômeurs est la recherche personnelle de travail, il faut faire prendre conscience à tous de l'importance de lutter ensemble contre le chômage. Ces questions ont déjà alimenté de nombreux débats internes, notamment sur la création de listes indépendantes aux élections pour l'assemblée constituante et la participation de membres de l'UDC au niveau régional. Mon point de vue est que l'UDC doit rester une association révolutionnaire qui fait un travail syndical, nous ne pouvons pas participer à cette mascarade. Nous considérons que le problème n'est pas la Constituante et les lois sur le travail élaborées en son sein, mais celui de la politique de l'emploi qu'il faut refonder. Je suis contre ces élections, et contre le fait d'être sur une liste en tant que diplômé chômeur et coordinateur du bureau local de Regueb. Notre objectif est de travailler maintenant sur le terrain pour le futur. Nous essayons d'instaurer des règles égalitaires, mais on ne peut travailler avec un gouvernement, celui du RCD, ou celui qui va diriger la Tunisie.

Quelles relations entretenez-vous avec les chômeurs non diplômés ?

C'est une question centrale. Lorsque l'UDC a entamé son activité, elle ne pouvait pas travailler avec toute la société tunisienne et il fallait initier un travail à ce niveau. La question de l'élargissement se pose actuellement au niveau des UDC locales, notamment à Regueb. Cet été, nous avons créé une coordination avec les chômeurs. Bien sûr, en décembre 2010 et début 2011, nous avons toujours combattu côte à côte dans la rue. Par la suite, nous avons décidé de nous organiser et de nous unir, car nous sommes tous chômeurs, faisant partie de classes sociales marginalisées. Cette distinction ne me plaît pas, il n'y a pas de frontière entre nous. Nous avons donc participé à la création de l'union « Les Propriétaires de Droits », en référence à notre situation commune et au droit d'accès au travail. L'UDC les a accueillis dans son local, ils étaient les bienvenus pour les réunions et on pouvait se coordonner pour les actions. Ce travail commun ne s'est pas vraiment poursuivi comme on le souhaitait... Une fois de plus, l'intervention des partis politiques a eu une influence néfaste. Certains partis politiques, comme les islamistes de Nahdha, manipulent les habitants et ont tenté de créer la division. C'est à l'image de ce qui s'est passé à la Kasbah, en mars 2011 : les partis politiques ont commencé à parler de Constituante, faisant dévier les revendications sociales portées par les occupants de la place

face au siège du gouvernement. À partir de là, les enjeux de la révolution ont été manipulés par les partis dans un objectif électoraliste. Dans la région de Sidi Bouzid, de nouveaux comités de jeunes chômeurs, non diplômés, se sont montés récemment, comme « l'Union des Jeunes Révolutionnaires » à Regueb, et cherchent à sensibiliser la population par des actions culturelles. À l'échelle nationale, l'UDC n'a pas encore abordé en profondeur cette question d'élargissement pour unir nos forces afin de combattre nos ennemis, le capitalisme et l'impérialisme. Le plus important reste d'unir les classes marginalisées.

Peux-tu nous parler de vos projets ?

Après le 14 janvier, il devenait impossible de militer dans la rue ou dans les cafés. On a loué un petit garage. Puis nous avons estimé que l'État devait nous donner un local à la hauteur de nos besoins et de nos ambitions, ou que nous l'arracherions nous-mêmes. Nous avons eu un poids important dans le dernier mouvement social et avons construit un réel rapport de force, en dégageant les RCDistes du conseil municipal et en assurant la réunion pour les élections du nouveau conseil municipal. Nous avons instauré des critères pour éliminer ceux qui luttait pour leurs intérêts, comme le RCD. Ainsi, aucun membre de parti politique n'a pu se présenter et ne peut donc y siéger, d'après des règles dictées par la population. Du coup, ce nouveau conseil municipal n'a pas été reconnu par le gouvernement de Beji Kaïd Essebsi dans un premier temps, mais grâce à la mobilisation des habitants, il l'a ensuite été. Sous leur pression, et celle des militants, ce conseil commence à faire des choses intéressantes. Pour moi c'est révolutionnaire, les décisions ne passent pas si les habitants y sont opposés. L'UDC a fait une demande de local à ce conseil mais le seul que nous avons pu investir appartient au gouvernorat de Sidi Bouzid, sans autorisation officielle. Ce lieu est très important pour nous, mais il est en mauvais état et nécessiterait beaucoup de travaux. On l'utilisera en partie pour nos archives, mais aussi pour nos réunions, débats, pour des projections de films et une bibliothèque. On aimerait aussi installer un café autogéré, un lieu agréable où les diplômés chômeurs, les chômeurs, les syndicalistes, les habitants se rencontrent, aient la possibilité de lire des brochures, que ce soit vraiment un lieu culturel. Pour nous ce local et ce projet sont la base de l'organisation pour se rassembler, échanger, continuer à revendiquer nos droits et agir.

Et peux-tu évoquer ton projet personnel sur les luttes populaires en Tunisie ?

Les mouvements de résistance pendant la colonisation ont eu lieu très tôt, dans tout le bassin minier dans la région de Gafsa et Sidi Bouzid, ainsi qu'à Kasserine. C'est dans ces mêmes zones qu'a débuté ce mouvement révolutionnaire pour faire chuter l'une des plus grandes dictatures du monde arabe. Mais l'histoire officielle est toujours une histoire bourgeoise. Un endroit à Regueb s'appelle Gobrar, c'est l'une des places où des combats ont opposé l'armée coloniale à des groupes de résistants de Regueb et de Meknassy, beaucoup de martyrs y sont tombés. J'espère faire émerger un projet d'archives, ou un musée, à cet endroit même, pour que les prochaines générations connaissent l'histoire de ces régions, puisque l'histoire officielle n'évoque jamais ces épisodes. Ce serait l'occasion de retracer tous les mouvements de résistance des combats de la libération en 56 jusqu'au 17 décembre 2011 où Bouazizi s'est immolé,

parler de ce qui s'est passé à Thala, Regueb, Kasserine, Menzel Bouzaïane ces derniers mois et rendre hommage aux martyrs aussi. Il faut que l'on écrive nous-mêmes notre histoire, avant que ce soit repris par d'autres, à la capitale, dans les places bourgeoises de Tunis. C'est la base pour défendre ce qui s'est passé, c'est une révolte du 17 décembre 2010 et non du 14 janvier 2011, ou du jasmin ! À peine un an après tout va être volé ! Déjà des écrits sur les murs disparaissent, c'est l'histoire de la bourgeoisie qui va rester une fois de plus, à l'encontre des volontés du peuple. On a déjà commencé à se faire voler le processus révolutionnaire avec les élections pour la Constituante. Maintenant c'est pire avec les résultats et la place écrasante des islamistes... Le peuple s'est révolté pour la démocratie, l'équité, l'égalité sociale, pour la liberté... Ce gouvernement est un maquillage et sera peut être pire que sous Ben Ali.

(Version longue disponible sur www.ent-f.org/international).

RADIO 6 TUNIS

De nombreux médias libres se sont développés ces dernières années notamment sur le net. Au risque d'une répression féroce, ils sont devenus un réel relais des luttes locales, systématiquement étouffées et passées sous silence par le pouvoir.

Arrestations, emprisonnements, agressions de journalistes ou de blogueurs étaient nombreux. Rapidement, ces initiatives ont explosé durant le soulèvement d'il y a un an. L'expérience de la radio indépendante Radio6 Tunis illustre ce combat contre la dictature et pour la liberté d'expression. Créée le 10 décembre 2007, journée mondiale des droits de l'homme, la radio a été lancée par six journalistes appartenant au syndicat tunisien des radios libres. Depuis, l'équipe s'organise sans hiérarchie, finançant leur activité sur leurs propres revenus. Au début, la diffusion se faisait uniquement sur le net, pratique habituelle face à la censure.

Dès les premières grèves en 2008, un correspondant, en lien avec l'UGTT était sur place auprès des grévistes et comités de femmes. Radio6 a aussi envoyé des émissions enregistrées en Tunisie à l'association mondiale des radios communautaires, pour qu'elles soient relayées à l'international. En 2009, pendant la campagne

des élections présidentielles, le travail est devenu clandestin, suite au saccage de leur local et du vol de matériel par la police du RCD. La répression s'est traduite par une surveillance constante et l'arrestation de nombreux journalistes. Pourtant, Radio6 n'a cessé d'émettre.

En 2010, l'équipe décide de rester sur Tunis et de couvrir les événements locaux, avec des moyens simples : avec un enregistreur dans le sac, des paroles d'auditeurs en direct grâce aux téléphones portables, par appel à l'antenne pour les habitants des régions intérieures... Enfin, le 14 janvier 2011, jour de la fuite de Ben Ali, l'équipe a entamé un piratage des ondes pour émettre sur le Grand Tunis ! Depuis Radio6 peut toujours être écoutée. Un an après les événements, la contestation ne faiblit pas, le régime est toujours en place, ainsi que les directions des médias, et le nouveau gouvernement transpire de manipulations : le premier ministre Hamdi Jebali, du parti islamiste, a nommé les nouveaux responsables des principaux médias gouvernementaux, pour la plupart des anciens RCDistes. Le Centre pour la liberté de la Presse a dénoncé cette mascarade et appelé à une grève, suivie par des centaines de journalistes descendus dans la rue.

INDIGNÉS, MAIS PAS RÉVOLUTIONNAIRES !

Difficile d'avoir un point de vue tranché sur les Indignés, tant le recul manque. Néanmoins il nous paraît utile de proposer un regard critique sur ce mouvement de protestation.

« Je m'indigne donc je suis » deviendra bientôt l'adage des membres d'une génération qui, partout en Occident, s'est rassemblée en réponse à l'injonction incantatoire de Stéphane Hessel. Elle semble partager un égal désabusement, une rage bon enfant qui est sans nul doute l'expression du gouffre existant entre la classe dirigeante et les dirigés. En effet, le jeu démocratique est devenu un leurre si flagrant que les mécanismes qui le soutiennent et le reconduisent ne peuvent longtemps demeurer ignorés. Aujourd'hui ce sont les jeunes, un peu partout dans le monde, qui crient leur ras-le-bol et leur mécontentement, « indignés » parce qu'ils ne se sentent pas représentés par cette démocratie imposée. Ce mouvement, diffus, protéiforme et hétéroclite, a l'avantage de secouer les consciences et de montrer, une fois pour toutes, que les jeunes ne sont pas si anesthésiés qu'ils en avaient l'air. Il traduit surtout une volonté générale de changement. Mais ne nous méprenons pas : si, de par sa pratique, ce mouvement peut être rapproché de certaines tendances libertaires, il n'est en aucun cas révolutionnaire. Le best-seller mondial de Stéphane Hessel n'est guère plus corrosif qu'une tarte à la crème...

due à la crise des sub-primes de 2008, laquelle n'a pas terminé ses ravages. Ce mouvement relève également d'une prise de conscience, de la part des jeunes, de leur situation d'urgence : ils sont, dans notre société, un des secteurs les plus affectés par la précarité et l'appauvrissement. Le consumérisme semblait, jusqu'à présent, venir combler le mal-être mais la situation semble s'inverser : le trop-plein devient alors, un ras-le-bol. Se clamer « indigné » devient ainsi une manière de revendiquer un espace et une parole dans la sphère sociale.

Ce mouvement, sympathique parce que « spontané » et à base d'occupations de places publiques et d'assemblées générales est de fait protestataire, mais pas du tout révolutionnaire. L'exemple des « indignés » espagnols est, en ce sens, éloquent. Le calendrier de cette mobilisation répond, en effet, aux fluctuations du calendrier électoral : pour rappel, le 15-M a eu lieu une semaine avant les élections municipales et la première exigence était une réforme de la loi électorale, afin de rendre la démocratie un peu plus... plurielle. Certes, le mouvement 15-M a débordé le circuit électoraliste pour devenir très rapidement multiforme. Mais il ne faut pas négliger que, suite aux manifestations, la réforme de la loi électorale, en Espagne, est entrée dans le débat national et sera sans doute prise en compte par le parti qui prendra les rênes du gouvernement dès novembre 2011. Encore mieux, le contexte d'élections présidentielles a adouci les discours :

le Parti Populaire (de droite), tente d'absorber le mécontentement pour gagner des votes. Après avoir qualifié les Indignés de « totalitaires », il se réclame comme l'unique solution à l'indignation et promet de prendre en compte les revendications des manifestants pour les inclure dans son programme électoral.

Néanmoins, l'indignation est-elle suffisante pour organiser, et surtout, tenir dans le temps, un processus révolutionnaire ? Le discours tenu semble, à ce propos, aussi diffus que naïf. Lancer un appel, « on n'est pas contents », via Facebook ou Twitter donne une impression de puissance parce qu'il y a 15 000 « amis » d'accord

pour dire que le monde n'est pas cool, mais ça ne repose sur aucune base contestataire fiable, si on n'a pas de culture politique préalable. L'important n'est pas d'avoir la capacité technique d'appeler à une manif pour que celle-ci soit pertinente, mais bien de savoir ce qu'on fait, dans quel monde on vit, s'inscrire dans la durée, etc. La question est donc celle de l'acquisition d'une conscience politique réelle, ce qui est de plus en plus difficile quand les nouvelles technologies de l'information



Apparu le 15 mars 2011 (d'où le nom 15-M) à Madrid, ce mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre, à Barcelone, Lisbonne, Athènes, mais aussi en Israël, au Brésil, au Mexique, à Wall Street. Il y a eu aussi quelques infructueuses tentatives en France. Il correspond à la paupérisation des classes moyennes dans les pays riches et industrialisés (dont font clairement partie le Brésil ou le Mexique, en dépit des niveaux élevés de corruptions, de violences ou d'inégalités sociales)

et de la communication viennent court-circuiter ce processus d'éducation et d'acquisition des savoirs. C'est justement ces connaissances qui sont clairement rejetées par le mouvement des Indignés avec leur « a-politisme », « a-syndicalisme » ou autres « a-partisan ». On ne résout pas un problème politique avec des solutions techniques, mais avec des solutions politiques. On ne résout un problème quel qu'il soit qu'avec une solution apportée sur le même plan, sinon ce n'est qu'emplâtre sur jambe de bois. De plus, dans le mouvement du 15-M, les revendications radicalement anticapitalistes n'ont jamais vraiment été de mise, les Indignés préférant par exemple lutter contre la corruption des dirigeants et non contre le fait qu'il y ait des dirigeants tout court.

Le parallèle s'impose avec les dites révolutions arabes, celles de Tunisie et d'Égypte, les autres ayant encore moins abouti (du Yémen au Maroc) ou étant d'une nature très différente (Libye, Syrie...). Si la communication virtuelle y a joué un rôle, et il y aurait beaucoup à dire là-dessus, elle a surtout été encensée dans les médias occidentaux, pas tellement sur place, et pour cause : ce qui fait une révolution ce sont bien les conditions sociales dans lesquelles vit le peuple, pas un « Twitt » lancé à ses contacts. Ces conditions sociales ne sont pas les mêmes là-bas et ici (en Europe, en Occident) et sans faire d'échelle de valeur on peut néanmoins dire que si elles étaient dramatiques là-bas, le niveau de vie reste relativement confortable ici. L'impact d'une action convoquée via Facebook ne peut pas avoir la même ampleur ici et là-bas. Ici, on s'indigne ; là-bas, on déchoit un tyran. De surcroît la promotion de ces nouvelles technologies de l'information et de la communication est tout sauf anodine quand on s'aperçoit que derrière se cachent à peine la démocratie de marché et le capitalisme libéral. Chevaux de Troie, les TIC du capitalisme occidental devaient être louées pour imposer la liberté – du marché.

De fait, point n'est besoin de vanter la démocratie capitaliste sur le dos des Indignés, ils baignent déjà dedans. Qu'ils s'amuse avec leurs réseaux sociaux virtuels, le pouvoir s'en moque.

A l'image de ce mouvement de protestation à l'occidentale, celui de Tel-Aviv manifeste un certain déni de réalité. Les Indignés y contestent à raison le durcissement de leur conditions de vie sous le règne d'une droite bien dure, mais... sans mettre en question le colonialisme en cours et le sort des Palestiniens. En témoigne une camarade des Anarchists against the wall : « mais, et c'est un grand mais, le mouvement essaye de rester le plus général possible, d'englober tout le monde, toutes les positions politiques, de dire que ce n'est pas un mouvement politique (parce que lorsqu'on dit « politique » en Israël, ça veut dire uniquement le « conflit »). C'est la raison pour laquelle ils ne parlent pas de l'occupation, de l'apartheid, de la situation des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza et de la situation des Palestiniens de 48 (qui ont la citoyenneté israélienne et qui subissent une forte discrimination officielle et institutionnelle). On critique le capitalisme néolibéral mais on ne parle pas de l'économie de l'occupation. On demande des logements pour tous comme droit élémentaire mais on ne parle pas des colonies, ni du fait que le « logement social à prix accessible » existe uniquement là-bas. Par contre, l'argument qu'on peut entendre partout est : « on a fait l'armée, on a le droit de vivre ici dignement » et on brandit des drapeaux pour montrer « qu'on est citoyens israéliens, et donc on a le droit », « qu'on est patriotes et qu'on lutte pour

améliorer notre pays ». A ce « vivre mieux » égocentrique nous opposons le fameux slogan zapatiste : « Rien pour nous, tout pour tous » !

Cela dit, la réappropriation des méthodes libertaires (AG, démocratie directe, absence de chef...) et d'action directe (campement en place publique sans autorisation...) montre bien que celles-ci sont à la portée du premier venu et qu'elles ne sont donc réservées à aucun spécialiste. Il est de bon augure de les voir reprises spontanément et innocemment. Même si, et c'est une des limites de cette réappropriation spontanée, les AG tenues sur la place de la Bastille à Paris en juin ont vu quelques conspirationnistes et autres « crypto »-fachos prendre la parole et tenter de convaincre les participants que leurs thèses nauséabondes étaient les bonnes. Dans une AG de lutte, ces contre-révolutionnaires doivent au moins être mis à la porte dès que leur sale gueule est repérée.

Nous, révolutionnaires anticapitalistes et anti-autoritaires, avons suivi ce mouvement sans jamais réussir à y « accrocher », l'impression de soupape sociale étant trop forte. En effet, il est possible de faire le rapprochement avec une sorte de carnaval toléré voire encouragé par l'ordre établi, qui permettrait ensuite le retour vers « la paix sociale ». Autrement dit, il faut que ça bouge pour que rien ne bouge : il faut, de manière accidentelle, permettre la subversion pour garantir ensuite le respect de l'ordre. Dans ce sens, le mouvement des Indignés serait tout simplement un autre type de fête, d'apéro Facebook, de rencontre sportive, de botellon... Bref : une illusion qui aurait pu faire croire que tout redevenait possible.

GT Europe / SI de la CNT-F



HUYE, HOMBRE, HUYE

Chroniques de l'enfermement

Xosé Tarrío González

Nyctalope Éditions
2011 / 310 p / 6 €



Ce livre est le récit d'un prisonnier espagnol sur sa détention au tournant des années 1990. Ce n'est pas un témoignage ordinaire, si tant est qu'il puisse y en avoir sur les tombeaux carcéraux. Xosé Tarrío González cumule près de trente ans de zonzon et des tentatives d'évasions à tire-larigot ; le sida l'a achevé en 2005, le rendant enfin à la liberté – du moins à une certaine liberté. Jamais vraiment soigné, baladé de taule en taule, échafaudant plan sur plan pour sortir de là, il raconte le régime FIES (genre de QHS illégal mais « on n'a rien vu »), la violence des matons et celle des détenus entre eux, la dope, ses camarades, l'anarchie, les mutineries, sa jeunesse à La Corogne. De fait, Xosé Tarrío González sait écrire avec du style et son récit est palpitant ; très documentaire aussi, sur les affreux du PSOE et de l'Espagne post-franquiste. Son regard lucide, et sur les conditions de son époque et sur lui-même, fait de *Huye, hombre, huye* (« Fuis, mec, fuis ») un franc coup de poing dans la face de ceux qui pensent que la prison est une bonne chose.

FEDERICO GARCÍA LORCA : NON AU FRANQUISME

Bruno Doucey / ACTES SUD JUNIOR

Federico Garcia Lorca : non au franquisme raconte les dernières heures du poète Garcia Lorca au début du franquisme dans l'Espagne de 1936. L'auteur de ce petit livre « historique », Bruno Doucey, utilise la narration à la première personne pour faire parler d'un côté un tout jeune phalangiste anonyme et de l'autre l'illustre poète pourchassé, emprisonné puis fusillé.

Si l'antagonisme des visions de l'époque de chaque personnage est fort, l'apprentissage et l'évolution du jeune phalangiste est plus marquante que le discours du poète. On devine davantage qu'on ne lit l'engagement et le militantisme de Garcia Lorca. Par contre, on cerne assez bien le « modèle » du phalangiste, cynique, homophobe, sans pitié, obéissant



aveuglement aux ordres, vénérant son « maître ».

Le livre accessible à des ados déjà bons lecteurs permet de resituer quelques éléments de la guerre d'Espagne (une partie purement documentaire à la fin donne quelques repères en omettant malheureusement la dimension révolutionnaire de la résistance au franquisme). Il pose des jalons qui peuvent permettre d'éveiller la curiosité des jeunes lecteurs pour cette période non étudiée et peu connue de la nouvelle génération.

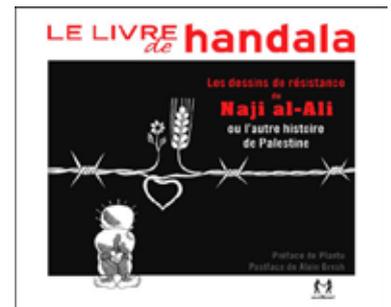
LE LIVRE DE HANDALA LES DESSINS DE RÉSISTANCE DE NAJI AL-ALI OU L'AUTRE HISTOIRE DE PALESTINE

SCRIBEST
PUBLICATIONS

Quand, le 22 juillet 1987, le Mossad assassina à Londres le dessinateur Naji Al Ali, il montra bien en quelle estime « la seule démocratie du Proche Orient » tenait la liberté de la presse. Surtout de la presse palestinienne bien sûr.

Il est vrai que jusqu'à ce que le Yediot Aharonot (quotidien israélien) publie une liste des Palestiniens assassinés par le Mossad le doute était permis. En effet, Naji-Al-Ali tapait à crayon raccourci sur les occupants israéliens, les régimes arabes dictatoriaux, mais aussi sur les dirigeants palestiniens de l'OLP, dont il était membre en tant que militant du FPLP, et qu'il considérait comme corrompus et prêts à renoncer au projet révolutionnaire et national palestinien. Cela faisait beaucoup d'ennemis pour un petit garçon de dix ans. Car c'est l'âge de Handala le personnage que Naji-Al-Ali fit vivre sur plus de 10 000 dessins. C'était aussi son âge quand il fut expulsé, avec ses parents, de Galilée en Palestine en 1948 par les milices sionistes. Éternel enfant va-nu-pieds il est le symbole de tous les réfugiés palestiniens, et ne recommencera à grandir que quand il retournera chez lui, en Palestine.

Naji-Al-Ali a reçu en 1988 le Golden Pen of Freedom, attribué par l'Association mondiale des journaux. Prix remis à sa femme et à son fils. C'est donc un caricaturiste et artiste majeur, dont l'œuvre était malheureusement quasi inconnue en France car sans traducteur ni éditeur. C'est heureusement chose faite depuis la sortie du « Livre de Handala » qui présente 140 de ces indispensables dessins.



WWW

Le site internet de la CNT-f a été rénové il y a quelques mois. Il est découpé en zones géographiques larges : Europe, Afrique, Asie, Amériques ainsi qu'un espace Palestine. Dans ces différentes rubriques sont répertoriés des articles, communiqués de presse, communiqués de soutien et des textes de réflexion plus générale.

Le site essaie de suivre l'actualité en relais à la revue Terre et Liberté et aux articles qui paraissent chaque mois dans le journal de la CNT Le combat syndicaliste.

En ce qui concerne le dossier sur les révoltes au Maghreb et Machrek, certains articles ont dû être coupés ou n'ont pas pu être publiés faute de place. Vous trouverez ainsi la traduction intégrale du texte de Lucien van der Walt, Ian Bekker (tous deux membres du ZACF) sur l'Afrique du Sud ainsi qu'un article complétant, pour la Tunisie, l'interview d'Arbi (UDC Regueb) concernant la position et le rôle de l'armée depuis les révoltes. Des nouvelles sur la situation égyptienne sont régulièrement mises en ligne.

Vous trouverez tous ces textes ainsi que d'autres à l'adresse suivante :

www.cnt-f.org/international

DANS NOTRE **PROCHAIN NUMÉRO** À PARAÎTRE EN OCTOBRE:

MINÉRAIS, EAU, FORÊTS... **EXPLOITATION** **DES RESSOURCES NATURELLES ET POPULATIONS**



Lutte contre la mine Pascua Lama au nord du Chili - Mai 2008 © Antitezo

Partout sur le globe, les industriels exploitent les matières premières ; partout, même en plein désert, les terres retournées, déforestées ou polluées abritent également des populations, cyniquement ignorées ou sauvagement pourchassées.

Contre ces extractions de minerais, pollutions et détournements de cours d'eau, ou disparitions de forêts primaires, de leurs cultures vivrières ou de leurs villages, les peuples se battent.

Lutte qui semble disproportionnée, mais il arrive qu'à force de combattivité, les multinationales soient obligées de plier bagage.

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL, C'EST QUOI ?

Depuis de nombreuses années, la CNT travaille en solidarité avec des structures syndicales et associatives se revendiquant de la lutte des classes et de l'émancipation. Cette solidarité est prise en charge par le Secrétariat international, composé d'adhérents de toute la confédération et représenté par trois mandaté-e-s, désignés par le congrès confédéral tous les deux ans.

Le développement des relations internationales reste d'abord un travail de base, mené par les syndicats et les militants eux-mêmes. Le Secrétariat international se justifie dans la mesure où il peut apporter les conditions nécessaires pour que ces relations puissent se renforcer ; il ne s'agit en aucun cas de définir une tendance politique quelconque, mais de devenir l'expression de la solidarité internationale de tous les syndicats de la CNT.

- rassemblement de solidarité
- rencontres formelles avec ces organisations ou collectifs, en France ou ailleurs, afin de nouer des contacts de proximité et de nous former mutuellement
- association au projet général d'une organisation ou d'une association
- missions sur place pour établir de nouveaux contacts, connaître la réalité du terrain, maintenir des anciens contacts, apporter notre soutien et nous former sur d'autres formes de lutte
- rencontres de branches. Lorsque nous recevons ou envoyons une demande de solidarité, nous nous efforçons de mettre en contact les branches d'industrie équivalentes (éducation, santé, BTP etc.)

Solidarité internationale

La solidarité internationale telle qu'envisagée par la CNT ne prend pas la forme d'un soutien de type «humanitaire» : nous sollicitons autant nos contacts dans les luttes syndicales que nous menons qu'ils nous sollicitent pour leurs propres luttes.

Cette solidarité passe également par une veille permanente des événements liés aux droits sociaux des travailleurs et à la qualité de vie de chacun dans les pays dans lesquels nous avons des partenaires.

Nos actions peuvent prendre différentes formes, selon les besoins :

- signature de textes collectifs engageant dans la solidarité envers l'organisation demandeuse

Composition du Secrétariat international

Le Secrétariat international est divisé en groupes de travail (ou GT) recouvrant des régions plus ou moins étendues du globe : le GT Palestine, le GT Afrique, le GT Amériques, le GT Océanie, le GT Europe.

Pour visualiser ce travail, vous pouvez consulter le site du Secrétariat international à l'adresse suivante :

<http://www.cnt-f.org/international>

Confédération nationale du travail - Secrétariat international

33, rue des Vignoles - 75020 Paris
international@cnt-f.org

BON DE COMMANDE :

Je commande exemplaire(s) de ce numéro de Terre et Liberté n°2 à 2 € pièce.

J'ai raté le précédent numéro, j'en commande exemplaires à 2 € pièce.

J'envoie un chèque de euros contre lequel je recevrai ma / mes revue(s) à l'ordre de CNT (je mentionne au dos : Secrétariat international - Terre et Liberté)

Et je n'oublie pas d'indiquer mon adresse !

**Où envoyer ? : CNT - Terre et Liberté - Secrétariat International
33, rue des Vignoles - 75020 Paris - France**

